

Unité départementale du Rhône
5 Place Jules Ferry
69006 Lyon

Lyon, le 11/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BOEHRINGER INGELHEIM ANIMAL HEALTH FRANCE

813 rue du 3e millénaire
69800 Saint-Priest

Références : UDR-SSDAS-26-17-AJ
Code AIOT : 0046900010

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2025 dans l'établissement BOEHRINGER INGELHEIM ANIMAL HEALTH FRANCE implanté 813 cours du troisième millénaire 69800 Saint-Priest. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BOEHRINGER INGELHEIM ANIMAL HEALTH FRANCE
- 813 cours du troisième millénaire 69800 Saint-Priest
- Code AIOT : 0046900010
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Boehringer Ingelheim exploite un site de fabrication de vaccins vétérinaires à Saint-

Priest, dont l'activité est réglementée par l'arrêté préfectoral du 21 août 2008 modifié. Le site dénommé en interne LPA (Lyon Porte des Alpes) utilise des appareils à pression soumis à l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples.

Thèmes de l'inspection :

- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Registre fluides frigorigènes	Règlement européen du 16/04/2014, article 6	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Sécheresse – Cas des sites demandant une exemption aux restrictions	Arrêté Préfectoral du 22/06/2023, article Annexe 4 (tableau C)	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	Contrôle des canalisations d'effluents	AP Complémentaire du 10/06/2016, article 10	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Liste des OGM autorisés en production	AP Complémentaire du 10/06/2016, article 21	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
7	VLE NOX des 3 chaufferies	Arrêté Préfectoral du 21/08/2008, article 8.7.4	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Marque de contrôle d'étanchéité	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6 et 7	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	DDR - BREF WGC	Code de l'environnement	/	Demande de justificatif à	11 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
		du 01/03/2017, article L.515-28		l'exploitant, Demande d'action corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Réduction de l'usage du mercure et des rejets	Règlement européen du 17/05/2017, article Annexe 3, partie 1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
6	Contrôle des émissions acoustique	Arrêté Préfectoral du 21/08/2008, article 9.1.2.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection met en évidence une situation contrastée : si les rejets de mercure sont maîtrisés, plusieurs défaillances structurelles et réglementaires ont été relevées sur le site:

- **Risque de pollution accidentelle** : l'état de dégradation structurelle des réseaux d'assainissement (19 tronçons défectueux) et l'inertie de l'exploitant (réfection prévue seulement en juillet 2026) constituent un risque environnemental important (pollution des sols et des nappes).
- **Conformité Air & Climat** : le "bridage" de la chaudière 1 proposé n'est pas une solution conforme pour échapper aux seuils de l'arrêté ministériel. Parallèlement, la persistance de fuites chroniques sur trois unités depuis 2019 démontrent une stratégie de renouvellement insuffisante face à l'urgence climatique.
- **Dossier IED** : le dossier actuel est jugé insuffisant. L'exploitant doit fiabiliser ses inventaires (Air/Eau) et sa méthodologie (PGS) pour s'aligner sur les Meilleures Techniques Disponibles (MTD).
- **Sobriété Hydrique** : le plan actuel doit proposer des mesures opérationnelles concrètes et graduées selon les seuils de sécheresse.

Le présent rapport d'inspection vaut rapport d'instruction préliminaire du dossier de réexamen IED WGC et appelle les compléments mentionnés au point de constat 9.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réduction de l'usage du mercure et des rejets

Référence réglementaire : Règlement européen du 17/05/2017, article Annexe 3, partie 1
Thème(s) : Produits chimiques, sols et eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 04/06/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 11/12/2025
Prescription contrôlée : <p>Interdiction de l'utilisation de mercure ou de composés du mercure, soit purs, soit en mélange, dans les procédés de fabrication Ce règlement interdit: l'utilisation du mercure et des composés du mercure dans les procédés de fabrication pour lesquels: du mercure ou des composés du mercure sont utilisés comme catalyseurs* (depuis le 1er janvier 2018), y compris pour la production de polyuréthane, le mercure est utilisé comme électrode* (à partir du 1er janvier 2022); nouveaux procédés de fabrication utilisant du mercure ou des composés du mercure*, sauf s'il a été établi qu'ils offrent des avantages notables sur le plan environnemental ou sanitaire et qu'ils sont officiellement autorisés par la Commission.</p>
Constats : <p>L'exploitant a transmis à l'inspection le bilan quadriennal « mercure » conformément à la demande.</p> <p>L'analyse des données révèle une forte décrue de la production de vaccins contenant du merthiolate sur la période 2019-2021. Si la baisse s'est poursuivie plus modérément jusqu'en 2023, l'activité semble désormais se stabiliser, avec un volume de production avoisinant les 2 millions d'unités en 2025.</p> <p>Entre 2019 et 2025, la concentration moyenne en mercure dans les rejets est de 0,0013mg/l pour une VLE de 0,05mg/l avec 2 pics de concentration en août 2023 et avril 2025 à 0,01mg/l.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant est tenu de produire une analyse technique explicitant les causes des pics de pollution observés en août 2023 et avril 2025.</p> <p>En outre, le prochain bilan quadriennal devra intégrer soit une stratégie de réduction du volume de vaccins produits (seuil résiduel de 2 millions), soit un plan d'optimisation du traitement des flux basé sur une veille active des Meilleures Techniques Disponibles (MTD).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Registre fluides frigorigènes

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/04/2014, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des fuites
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 04/06/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 11/12/2025
Prescription contrôlée : <p>Règlement 517/2014 :</p> <p>Article 6 - Tenue de registres</p> <p>1. Les exploitants d'équipements qui doivent faire l'objet d'un contrôle d'étanchéité au titre de l'article 4, paragraphe 1, établissent et tiennent à jour, pour chaque pièce de ces équipements, des registres dans lesquels ils consignent les informations suivantes :</p> <p>a) la quantité et le type de gaz à effet de serre fluorés installés ;</p> <p>b) les quantités de gaz à effet de serre fluorés ajoutées pendant l'installation, la maintenance ou l'entretien ou à cause d'une fuite ;</p> <p>c) la quantité de gaz à effet de serre fluorés installés qui a été éventuellement recyclée ou régénérée, y compris le nom et l'adresse de l'installation de recyclage ou de régénération et, le cas échéant, le numéro de certificat ;</p> <p>d) la quantité de gaz à effet de serre fluorés récupérée ;</p> <p>e) l'identité de l'entreprise qui a assuré l'installation, l'entretien, la maintenance et, le cas échéant, la réparation ou la mise hors service de l'équipement, y compris, le cas échéant, le numéro de son certificat ;</p> <p>f) les dates et les résultats des contrôles effectués au titre de l'article 4, paragraphes 1 à 3 ;</p> <p>g) si l'équipement a été mis hors service, les mesures prises pour récupérer et éliminer les gaz à effet de serre fluorés.</p> <p>[...]</p>
Constats : <p>Bien que l'exploitant ait satisfait à l'obligation de transmettre l'inventaire exhaustif des équipements relevant de la rubrique 1185-2a, l'inspection relève une absence de formalisation de la stratégie de réduction des émissions de fluides frigorigènes.</p> <p>Lors des échanges, l'exploitant a fait état d'un objectif interne de taux de fuite annuel de 5 %, avec à date un taux de fuite constaté à 7 %. Les données de suivi indiquent que sur ces dix premiers mois de l'année, les pertes cumulées atteignent déjà 385 tCO₂eq, soit un dépassement de l'objectif annuel global qui était fixé à 330 tCO₂eq.</p> <p>L'exploitant a expliqué que le remplacement des équipements frigorifiques est réalisé selon la panne, la récurrence des fuites, et le Potentiel de Réchauffement Global (PRG). L'examen de l'historique du parc frigorifique révèle que, si une hiérarchisation des priorités de renouvellement a été établie et a conduit à la mise au rebut de dix installations depuis 2019, cette démarche demeure insuffisante au regard de la persistance de fuites significatives sur plusieurs équipements</p>

maintenus en exploitation :

- **Équipement A02846** : présente un défaut d'étanchéité chronique avec des fuites systématiques enregistrées chaque année depuis 2019, pour un cumul de **244,7 kg** de fluide R449A (HFC au PRG élevé de 1397) ;
- **Équipement A01972** : enregistre des pertes récurrentes (à l'exception des années 2019 et 2022) totalisant **115 kg** de fluide R449A ;
- **Équipement A12836** : présente des fuites annuelles depuis 2019 (sauf en 2020) pour un cumul de **61,15 kg** de fluide R449A.

Le maintien en service de ces équipements, malgré des épisodes de fuites récurrents sur six années, démontre que la stratégie actuelle de maintenance et de remplacement ne permet pas de prévenir efficacement les émissions de gaz à effet de serre fluorés, conformément aux obligations de la rubrique 1185.

L'exploitant a indiqué qu'un programme AIP (Asset Implementation Program) est prévu dans le 1^{er} plan CAPEX associé en 2026. Ce programme comprend notamment un état des lieux pour l'obsolescence ainsi qu'un plan d'investissement significatif sur l'obsolescence des équipements.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre sous 2 mois :

- **le plan d'action de réduction des fuites** conformément au point 6 de l'annexe 1 de l'Arrêté du 04/08/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°1185 ;
- **une justification technique** motivant le maintien en exploitation de ces trois unités (A02846, A12836, A01972) malgré leur obsolescence apparente ainsi qu'un **calendrier de remplacement accéléré** ou de remise en état pérenne de ces équipements, visant à garantir une étanchéité totale et durable.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Sécheresse – Cas des sites demandant une exemption aux restrictions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/06/2023, article Annexe 4 (tableau C)

Thème(s) : Risques chroniques, Présence et complétude du PSH

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 04/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 11/12/2025

Prescription contrôlée :

<p>Exemption des restrictions pour les établissements pouvant démontrer que les besoins en eau pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum.</p> <p>Mesures de restriction sécheresse «forfaitaires» non applicables à l'alimentation des usages process des ICPE dans le cas des établissements pouvant démontrer que les besoins en eau pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique reconnue pour le secteur d'activité, etc). Ces établissements veillent toutefois à optimiser leur gestion de l'eau par des mesures adaptées, tel qu'un ordonnancement de la production.</p> <p>Les établissements ICPE souhaitant bénéficier d'une exemption déclarent à l'inspection des installations classées qu'ils relèvent de ce cadre particulier d'application et tiennent à sa disposition un Plan de Sobriété Hydrique (PSH) argumenté permettant de le justifier. Ce PSH est à mettre à jour minima tous les 5 ans. La trame type à suivre est mise à disposition par l'inspection des installations classées sur le site internet de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes. Un bilan des mesures temporaires mises en place, et des économies d'eau réalisées, est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Registre hebdomadaire pour les prélèvements dans les milieux dès le niveau de vigilance quel que soit l'usage non domestique de plus de 1000 m³/an.</p>
--

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis un document relatif à l'élaboration de son scénario de sobriété hydrique. Toutefois, l'inspection constate que ce livrable ne répond pas aux exigences formulées lors du précédent contrôle.</p> <p>En effet, le document ne précise pas les mesures concrètes et opérationnelles que l'exploitant s'engage à déployer en fonction du franchissement des seuils de sécheresse (Vigilance, Alerte, Alerte renforcée et Crise), conformément aux attentes de l'onglet III du Plan de Sobriété Hydrique (PSH).</p> <p>Lors des échanges, l'exploitant a toutefois indiqué avoir réalisé des simulations basées sur des scénarios de réduction ou d'arrêt d'activité, données qui doivent désormais être exploitées pour consolider le plan d'action.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de reprendre le tableau des actions de réduction (section III.2 du PSH) en utilisant le retour d'expérience des simulations réalisées pour proposer des actions concrètes et graduées selon les niveaux de sécheresse.</p> <p>Ce document devra être transmis sous un délai d'un mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Contrôle des canalisations d'effluents

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/06/2016, article 10</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, sols et eaux souterraines</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents feront l'objet d'une inspection vidéo au cours de l'année</p>

2023, et ensuite tous les dix ans à la date de la réalisation de cette première inspection vidéo.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fait procéder à l'inspection télévisée de ses réseaux d'assainissement du 1^{er} juillet au 24 septembre 2024. Les rapports de diagnostic, réceptionnés en novembre 2024, révèlent des dégradations structurelles majeures sur 19 tronçons, se répartissant comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Eaux usées</u> : 4 tronçons nécessitant une réparation urgente ou à court terme (éboulements, obstructions par racines) et 8 tronçons présentant des défauts d'étanchéité à traiter dans un délai d'un ou deux ans. • <u>Eaux pluviales</u> : 2 tronçons en état d'urgence (tuyaux effondrés ou obstrués) et 5 tronçons présentant des pertes d'étanchéité à traiter dans un délai d'un ou deux ans. <p>L'inspection relève une inertie importante dans la gestion de ces non-conformités. Bien que les budgets (CAPEX) aient été validés en septembre 2025, la réalisation des travaux est programmée pour l'arrêt technique de juillet 2026. Ce calendrier porte le délai de réaction à plus de 20 mois après le diagnostic initial.</p> <p>L'absence d'analyse intermédiaire des risques environnementaux sur les tronçons effondrés ou fuyards constitue une défaillance dans l'obligation de prévention des pollutions du sol et des eaux souterraines.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de produire dans un délai d'un mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une analyse des 19 tronçons impactés par des mesures de réparation mentionnés dans les rapports ; • un plan de priorisation des interventions fondé sur la dangerosité des effluents et la fragilité du milieu récepteur, et non sur les seules contraintes de calendrier industriel ; • la mise en œuvre immédiate d'actions correctives temporaires (chemisage partiel ou obturation) sur les sections présentant un risque de pollution imminent, afin de sécuriser l'exploitation jusqu'à l'arrêt technique de juillet 2026.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Liste des OGM autorisés en production

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/06/2016, article 21
Thème(s) : Autre, Risque biologique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>La liste des micro-organismes génétiquement modifiés susceptibles d'être utilisés en production industrielle dans le cadre de la rubrique n°2680 et figurant à l'annexe II de l'arrêté préfectoral du 21 août 2008 précité est complétée par la liste des agents biologiques génétiquement modifiés, utilisés pour la réalisation des principes actifs dans le cadre du projet "Biogénérateurs tranche 2"</p>

et figurant à l'annexe II du présent arrêté préfectoral.

Constats :

L'exploitant a transmis un tableau contenant la liste des OGMs et des micro-organismes pathogènes présents sur le site de Saint-Priest. L'inspection constate que l'exploitant utilise 2 OGMs de classe II autorisés par l'APC du 10/06/2016.

Toutefois, le tableau transmis ne permet pas de distinguer les micro-organismes naturels ou modifiés utilisés en production industrielle de ceux utilisés en R&D. Par ailleurs, l'inspection rappelle le cadre réglementaire applicable à toute nouvelle utilisation confinée d'OGMs :

- classe I : l'exploitant doit constituer et tenir à disposition de l'inspection un dossier d'évaluation des risques pour la santé humaine et l'environnement, incluant le tableau d'auto-évaluation ;
- classe II : une déclaration préalable est requise avant toute mise en œuvre ;
- classe III et IV : l'utilisation est soumise à une demande d'autorisation préalable après avis du CEUCO.

En outre, **pour toute nouvelle utilisation à des fins de production industrielle**, l'exploitant est tenu de transmettre un Porter à Connaissance (PAC) à l'inspection de l'environnement, incluant une analyse de risques actualisée. Cette obligation s'applique :

- aux OGMs de classe 1, en cas de modifications notables sur la santé humaine et l'environnement ;
- systématiquement pour les OGMs de classes 2, 3 et 4 ;
- de manière similaire, pour tout nouveau micro-organisme naturel pathogène des groupes 2, 3 ou 4.

Ces documents devront identifier précisément les zones de stockage, d'utilisation et de transfert, ainsi que les mesures de confinement associées.

Le passage d'une souche de la R&D à la production industrielle peut constituer une modification notable de l'installation au titre de l'article R. 512-33 du Code de l'environnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de mettre à jour son inventaire dans un délai de 2 mois en y intégrant :

- une distinction claire entre les souches utilisées en production et celles utilisées en R&D ;
- le niveau de confinement (L1, L2, L3) associé à chaque zone d'utilisation ou de stockage ;
- le tableau d'auto-évaluation des OGMs de classe 1.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Contrôle des émissions acoustique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2008, article 9.1.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Auto-surveillance des niveaux sonores
Prescription contrôlée : Une mesure de la situation acoustique est effectuée tous les 3 ans par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées aux emplacements mentionnés au point 6.2.2.
Constats : L'exploitant a réalisé une campagne de mesure acoustique du 18 au 19 septembre 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra dans un délai d'un mois le rapport de la dernière campagne. L'exploitant veillera à communiquer préalablement son choix de l'organisme à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : VLE NOX des 3 chaufferies

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2008, article 8.7.4
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Prescription contrôlée : pour ce site : VLE NOX 150 depuis l'AP du 21/08/2008 art 8.7.4. Art 6.2.4 de l'AM du 03/08/18 demande 100 et le PPA demande 90.
Constats : L'exploitant a transmis son plan d'action relatif au respect des valeurs limites d'émission (VLE) de NOx pour les trois chaudières du site (puissance totale de 16,5 MW). Dans ce document, l'exploitant a réalisé une analyse technico-économique des solutions envisagées pour respecter une VLE de NOx de 90 mg/Nm ³ conformément à l'action I.2.2 du PPA de l'agglomération lyonnaise. L'état de conformité du parc est le suivant : <ul style="list-style-type: none"> • Chaudière n°3 (mise en service en 2022) : la chaudière est conforme aux exigences du PPA. Les mesures de contrôle réalisées par l'APAVE le 28/02/2024 confirment le respect de la VLE NOx ; • Chaudière n°2 (mise en service en 1996) : des réglages optimisés du brûleur ont permis d'abaisser les rejets à une moyenne de 68 mg/Nm³, assurant ainsi la conformité de l'équipement ; • Chaudière n°1 (mise en service en 1996) : cet équipement ne dispose pas d'un brûleur avec variateur permettant des réglages similaires à chaudière n°2. Pour cet appareil, l'exploitant a retenu, parmi quatre solutions étudiées, un bridage de la puissance à 4 MW en installant

un détenteur.

L'inspection informe l'exploitant que la solution de bridage pour la chaudière n°1 est réglementairement insuffisante.

Le site étant considéré comme une installation de combustion d'une puissance totale supérieure à 5 MW, chaque appareil de combustion individuel dont la puissance est supérieure ou égale à 1 MW reste soumis aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 3 août 2018. Le passage de la puissance de la chaudière n°1 sous le seuil de 5 MW par bridage ne permet donc pas de l'exclure du champ d'application de cet arrêté, ni de s'affranchir de l'échéance de mise en conformité du 1er janvier 2025. En conséquence, la chaudière n°1 est actuellement maintenue en exploitation sans garantir le respect des nouvelles VLE applicables.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit réviser son étude technico-économique et transmettre à l'inspection, sous un mois :

- un plan d'actions pour mettre en conformité la chaudière n°1 (changement de brûleur, changement de combustible ou remplacement de l'équipement) permettant de respecter la VLE NOx ;
- un calendrier de réalisation des travaux dans les meilleurs délais, l'échéance réglementaire du 01/01/2025 étant d'ores et déjà échue ;
- le rapport n°134126303-001-1 de l'APAVE.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Marque de contrôle d'étanchéité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6 et 7

Thème(s) : Risques chroniques, Marque de contrôle à apposer

Prescription contrôlée :

Arrêté ministériel du 29 février 2016 - Article 6 :

Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité. La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente. La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène.

Arrêté ministériel du 29 février 2016 - Article 7 :

Lorsque des fuites sont constatées lors du contrôle d'étanchéité de l'équipement (y compris contrôle de maintenance) et que l'opérateur ne peut y remédier sur-le-champ, il appose sur l'équipement la marque signalant un défaut d'étanchéité. La marque signalant le défaut

d'étanchéité est constituée d'une vignette ayant la forme d'un disque rouge de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Cette marque est apposée sur la marque de contrôle d'étanchéité. Dans un délai maximal de 4 jours ouvrés après le contrôle d'étanchéité, des mesures sont mises en œuvre pour faire cesser la fuite ou à défaut l'équipement est mis à l'arrêt puis il est vidangé dans le même délai par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité. Si l'équipement est constitué de plusieurs circuits, les circuits ou parties de circuits sur lesquels aucune fuite n'a été constatée peuvent rester en service et seuls les circuits ou parties de circuits sur lesquels la fuite a été constatée sont mis à l'arrêt et vidangés. La remise en service ne peut avoir lieu qu'après réparation de l'équipement. Les dispositions des deux alinéas précédents ne sont pas applicables si la mise à l'arrêt de l'équipement est de nature à porter atteinte à la sécurité ou à la sûreté d'exploitation d'installations classées pour la protection de l'environnement ou d'installations nucléaires de base. Dans ce cas l'équipement ne fait plus l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène jusqu'à réparation.

Constats :

L'inspection a contrôlé sur site plusieurs équipements contenant des fluides frigorigènes, et plus particulièrement l'équipement n°A11424. Selon les déclarations de l'exploitant, une fuite avait été identifiée sur cet appareil à la fin du mois d'octobre 2025.

Bien que l'exploitant ait indiqué que les réparations étaient en cours le matin de l'inspection, il a été constaté **un défaut de marquage** sur l'équipement qui portait une vignette de marquage bleue (absence de fuite) indiquant un prochain contrôle en décembre 2025. En l'absence de réparation finalisée et vérifiée, l'exploitant aurait dû apposer un macaron rouge (« défaut d'étanchéité »), conformément aux dispositions de l'arrêté du 29 février 2016.

Les documents transmis a posteriori (fiches d'intervention CERFA) présentent les anomalies suivantes :

- Fiche n°2-14020-1 : le document mentionne la détection d'une fuite sur la batterie condenseur (circuit 1) mais n'indique pas la quantité de fluide récupérée. Or, selon l'article 11 de l'arrêté du 29/02/2016, la fiche d'intervention doit indiquer la nature et la quantité de fluide récupéré ainsi que son installation de destination. Par ailleurs, cette fiche, relative à une intervention d'octobre, n'a été signée par le détenteur que le 11/12/2025, jour de l'inspection, ce qui ne permet pas de garantir le suivi chronologique des interventions ;
- Fiche n°2-14022-1 : ce document atteste de la réparation de la fuite par le remplacement de la batterie. Il mentionne la réintroduction de 13,5 kg de fluide récupéré et un complément de 27,5 kg de fluide vierge (soit une charge totale de 41 kg). L'inspection relève que la mise en conformité de l'affichage et la signature des documents ont été réalisées de manière concomitante au contrôle, ce qui démontre un défaut de suivi régulier de la traçabilité des fluides sur le site.

L'inspection rappelle que conformément à l'article 4.5, du Règlement (UE) 2024/573, lorsqu'une fuite a été réparée, l'équipement doit être vérifié par une personne certifiée pour s'assurer de l'efficacité de la réparation au plus tôt après une période de fonctionnement de 24 heures (et au plus tard un mois après).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant sous 1 mois de :

- **justifier de la réalisation du contrôle d'étanchéité** après la réparation effectuée le 11/12/2025, conformément à l'article 4.5 du règlement n°2024/573 ;
- **mettre en conformité ses procédures de traçabilité** afin que chaque formulaire CERFA n°15497 soit intégralement renseigné (notamment les quantités récupérées) et signé dès la fin de chaque intervention ;
- **assurer la cohérence du marquage sur site**, le macaron rouge doit être systématiquement apposé en cas de fuite et ne doit être remplacé par un macaron bleu qu'après une réparation et une vérification d'efficacité conformes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : DDR - BREF WGC

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/03/2017, article L.515-28

Thème(s) : Risques chroniques, Conformité aux Meilleurs Techniques Disponibles

Prescription contrôlée :

Pour les installations énumérées à l'annexe I de la directive mentionnée ci-dessus et dont la définition figure dans la nomenclature des installations classées prévue à l'article L. 511-2, les prescriptions nécessaires au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 mentionnées à l'article L. 181-12 sont fixées de telle sorte qu'elles soient exploitées en appliquant les meilleures techniques disponibles et par référence aux conclusions sur ces meilleures techniques.

Il est procédé périodiquement au réexamen et, si nécessaire, à l'actualisation de ces conditions pour tenir compte de l'évolution de ces meilleures techniques.

Constats :

L'exploitant a transmis en octobre 2024 la version 1 de son dossier de réexamen IED réalisé par l'APAVE. Bien que ce document traite du positionnement du site par rapport aux BREF WGC, CWW, LVOC, et OFC, l'inspection considère que l'analyse est insuffisamment approfondie et ne permet pas de démontrer la pleine maîtrise des impacts environnementaux.

Les points de non-conformité ou d'insuffisance suivants ont été relevés :

- caractérisation des rejets atmosphériques : l'inventaire des émissions (canalisées et diffuses) est incomplet. Les sources d'émissions canalisées ne sont pas précisément identifiées, ce qui empêche toute vérification de l'adéquation avec les VLE (Valeurs Limites d'Émission) applicables ;
- surveillance de la toxicité des effluents : le dossier ne répond pas aux exigences de caractérisation initiale de la toxicité des rejets aqueux prévues par le BREF CWW ;
- système de Management Environnemental (SME) : l'établissement ne dispose plus de la certification ISO 14001. Bien qu'une démarche de renouvellement et une réflexion sur l'ISO 50001 soient engagées, le SME actuel ne répond pas aux exigences des MTD ;
- lisibilité et méthodologie : le document présente une structure complexe qui rend difficile la corrélation entre les situations réelles du site et chaque point spécifique des

conclusions sur les MTD.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est tenu d'apporter les compléments suivants au plus tard le 31 décembre 2026 :

1. Volet Air et Plan de Gestion des Solvants (PGS)

- Inventaire et localisation : fournir un plan de localisation précis et une planche photographique de l'ensemble des émissaires. Pour chaque émissaire, l'exploitant devra lister les substances utilisées (en sommant les COV CMR 1, CMR 2 et les COV T) et estimer les flux associés ;
 - Note : Le site étant en zone PPA, les VLE futures seront prescrites sur la base des fourchettes basses de la MTD 11 (WGC) ;
- Rectification du PGS : soumettre un PGS mis à jour intégrant les mesures 2024/2025. La méthodologie doit être corrigée : les rejets captés par la CTA sont des émissions canalisées et non diffuses. La fraction de COV retenue dans les médias filtrants (déchets) doit être réintégrée au bilan ;
- Optimisation des rejets : justifier de la mise en œuvre de l'optimisation de l'oxydation (catalytique ou thermique) selon la MTD 16 (WGC) et fournir l'estimation des émissions fugitives selon la MTD 20 (WGC).

2. Volet Eau et Gestion des Déchets

- Caractérisation de la toxicité : réaliser une campagne de caractérisation initiale des effluents aqueux (point de rejet final du site) selon la MTD 4 (CWW) et l'arrêté du 04/11/2024. Cette étude devra définir une combinaison appropriée permettant une surveillance pérenne de la toxicité ;
- Indicateurs de surveillance : engager une réflexion sur le remplacement de la surveillance de la DCO par celle du COT (Carbone Organique Total), compte tenu de la toxicité des composés manipulés ;
- Réduction à la source : formaliser le plan de gestion des déchets (MTD 13 - CWW) et présenter la ou les techniques retenues pour réduire le volume des boues produites (MTD 14 - CWW).

3. Management et Formalisme

- SME : Présenter un état d'avancement précis du rétablissement du SME et son alignement avec les exigences IED.
- Lisibilité du DDR : Produire un tableau de correspondance systématique « Point de la MTD / Situation du site / Justification » pour l'ensemble des BREF cités, afin de rendre l'auto-évaluation vérifiable.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 11 mois

